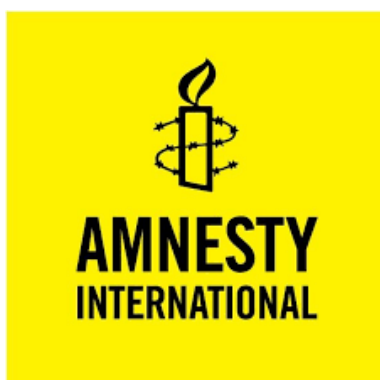


<http://www.ujfp.org/spip.php?article4930>



Les ONG dans la tourmente en Israël

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : dimanche 22 mai 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

19/05/2016

Après la Russie, l'Inde, Israël s'en prend à son tour aux financements des ONG accusées d'être une « cinquième colonne » à la solde de puissances étrangères.

De notre envoyé spécial à Tel Aviv, Jérusalem et Haïfa

<dl class='spip_document_2718 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>

Manifestation contre la loi sur les ONG le 15 décembre 2015 à Tel Aviv © ActiveStills

Au fil de mes rencontres avec plusieurs responsables d'organisations non gouvernementales (ONG) israéliennes, avec mes amis à Tel Aviv, Jérusalem et Haïfa, qui furent parfois engagés et le sont encore pour certains, de moins en moins nombreux, les mots se font lourds : « angoisse », « frayeur », « peur », « menaces ». Les ONG s'inquiètent d'un projet de loi qui entend contrôler leur financement et vise surtout à les museler. En discussion à la Knesset, le Parlement israélien, il a été adopté en première lecture le 8 février par 50 voix contre 43. Il doit faire l'objet de deux autres lectures dans les prochaines semaines. Pour la société civile, un vent mauvais souffle sur le pays, épandant la chasse aux sorcières et la haine de l'autre. La tourmente qui s'abat sur les ONG pourrait se transformer en tempête pour la société civile.

UN PROJET DE LOI ABSURDE

Car le projet de loi dit « de transparence » semble plus idéologique que technique. Le porte-parole à Jérusalem du ministère des Affaires étrangères, Emmanuel Nahshon, n'en disconvient pas : « *Certaines ONG ont un agenda politique assez radical, et veulent remettre en question l'État d'Israël. Il ne s'agit nullement de limiter leur financement, mais de faire connaître en toute transparence l'identité de leurs donateurs* ». Pour être précis, il s'agit de la rendre publique si ces ONG reçoivent plus de 50 % de leur financement via des fonds publics - principalement de l'Union européenne et de pays comme la Norvège, la Suède, le Danemark, la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Irlande.

Ce projet semble un peu absurde, puisque les ONG publient déjà leurs comptes sur leurs sites. « *Nous les actualisons tous les trimestres* », précise Yuli Novak, directrice générale de Breaking the Silence, l'organisation de vétérans qui collecte les témoignages de soldats et d'officiers sur des exactions commises par des militaires israéliens dans les Territoires et à Gaza. Mais elles devront désormais indiquer sur tous leurs documents et publications qu'elles sont financées par « l'étranger » et indiquer l'origine des fonds. De plus, seuls les fonds publics sont concernés. Or les ONG sont essentiellement financées par des fondations privées, parfois liées à des églises pour celles qui travaillent sur l'occupation des Territoires palestiniens - le CCFD par exemple pour la France - où à des fondations familiales américaines voire à des « trusts » à l'identité incertaine basés dans des paradis fiscaux, pour celles qui soutiennent le développement des colonies.

Ce projet de loi suscite l'inquiétude des alliés traditionnels du pays - la chancelière allemande Angela Merkel, l'ambassadeur des États-Unis à Tel Aviv, Daniel Shapiro, s'en sont publiquement émus. Ce n'est pas tant les

quelques millions d'euros que reçoit une vingtaine d'organisations chaque année que le symbole politique qui les inquiète. « *170 millions de shekels sur trois ans pour une vingtaine d'organisations* », selon les calculs de Gilad Grossman de l'ONG Yesh Din, soit environ 15 millions d'euros par an. « *Pas de quoi rouler sur l'or* », explique-t-il dans son minuscule bureau du centre de Tel Aviv, coincé entre des caisses de brochures.

Parmi les ONG ciblées, outre Breaking the Silence, Physicians for Human Rights, organisation d'assistance médicale d'urgence, B'tselem, centre d'information sur les Territoires occupés, Yesh Din et Adalah à Haïfa, qui proposent de l'aide judiciaire aux Palestiniens des Territoires pour Yesh Din, d'Israël pour Adalah. D'autres sont plus modestes et sectorielles, comme le Comité contre la torture, le Comité contre les démolitions, les Rabbins pour les droits humains, le Negev Coexistence Forum. Dans un premier temps, il avait été envisagé que les dirigeants de ces ONG portent un « badge spécial » pour être identifiés lors des rencontres officielles. Et puis on s'est rappelé que ce type de marquage était, pour certains, un mauvais souvenir. Dans un soupir, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères reconnaît que c'était une idée « de très mauvais goût » et se dit soulagé qu'elle soit « abandonnée ».

LE VERROUILLAGE UNIVERSEL DES DROITS HUMAINS



Ruchama Marton de Physicians for Human rights

Cependant le reste du projet de loi est maintenu, et en réalité l'affaire est plus grave, plus sérieuse aussi que quelques millions d'euros de subventions. « *Ce à quoi on assiste en Israël fait partie du verrouillage universel du combat pour les droits humains, qui ne saurait se réduire à des enjeux nationaux* », estime Ruchama Marton, médecin psychiatre, fondatrice en 1988 « avec 100 personnes » de l'ONG Physicians for Human Rights dont elle est toujours présidente. « *Ils veulent changer une approche universelle des droits humains au profit d'une loyauté au gouvernement. Mais comment être loyal avec un tel gouvernement ?* ». Née en 1937, petite femme énergique, à la volonté d'acier et au regard tantôt rieur tantôt féroce, cette figure de la société civile est choquée mais pas surprise par ce projet de loi. Avec 3 000 membres, moitié israéliens moitié palestiniens, médecins et professionnels de santé pour la plupart, l'ONG prône l'accès aux soins quelles que soient la condition, l'origine ou la situation. Sa trentaine de salariés et ses bénévoles actifs dans les prisons, se mobilisent pour les migrants d'Afrique de l'Ouest et animent un centre de soins à Jaffa et plusieurs dispensaires mobiles en Cisjordanie.

« *Les organisations qui défendent les droits humains sont le pire ennemi de ce régime qui nous demande d'accepter de vivre avec l'apartheid, alors que nous sommes contre l'apartheid* », poursuit Ruchama. Elle réclame plutôt, certes

sans grande illusion, « une loi actant la liberté de s'engager pour la liberté ». Suhad Bishara, directrice générale d'Adalah, estime aussi que « *le gouvernement vise les organisations qui travaillent sur les droits humains et la fin de l'occupation* ». Pour elle, il s'agit d'abord de sanctionner leur refus d'accepter « *le climat de ségrégation. On déplace des gens, on les expulse, en fonction de leur identité ou de leur nationalité, tandis que le Premier ministre incite à poursuivre la colonisation, à combattre les Arabes* ». « *Pour l'instant, le gouvernement veut surtout frapper au portefeuille pour marquer les esprits* », ajoute Yonathan Gher, directeur général d'Amnesty International Israël, résumant le sentiment général.

En qualifiant en outre les ONG de « cinquième colonne », en dénonçant sans relâche les « traîtres » et « la haine de soi », comme le font plusieurs ministres, dont Ayelet Shaked (membre du parti d'extrême droite Le Foyer Juif), à la Justice, qui porte la loi « sur la transparence », le gouvernement ne cesse de jeter de l'huile sur le feu. Et désigne à la vindicte une partie des Israéliens, ceux qui forment cette société civile née dans les espoirs de l'après-Oslo, des grandes heures de La Paix maintenant. Pourtant le diagnostic de Michel Warschawski, fondateur en 1984 du Centre d'informations alternatives à Jérusalem, sur le devenir de la société civile est pessimiste.

« On vit un étouffoir. Depuis environ cinq ans, une quinzaine de projets de loi liberticides, de portée évidemment variable, a déjà été adoptée. Le parler offensif de Netanyahou nourrit un projet à court terme, à moyen terme et à long terme. En face, on n'aime pas son discours, mais on se dit que l'occupation se terminera bien un jour, et cela ne va pas plus loin. La Paix maintenant était un grand mouvement, c'est fini, et les gens se demandent à quoi cela sert de se mobiliser. Il y a un repli face à l'impuissance ».

Michel Warschawski

UN VOLONTAIRE DE B'TSELEM FILME UN "CRIME DE GUERRE POTENTIEL"

Hagai El Ad, le directeur général de B'tselem, se refuse au repli. Cibléd par la loi, car 61 % des ressources de B'tselem en 2015 proviennent de l'Union européenne, de la Norvège, d'Allemagne, mais aussi - ce qui est rare car notre pays est peu engagé dans le financement des ONG - de France, il s'étrangle de colère. « *Personne ne pourra nous empêcher de lutter, mais il faut reconnaître que nous vivons une époque d'intimidation générale, liée à la situation en Palestine. Démolitions, extensions des colonies, détentions administratives, le projet de loi est aussi la conséquence de nos observations sur les violations des droits humains* ». C'est d'ailleurs un vidéaste de B'tselem qui a filmé, le 24 mars à Hébron, l'exécution par un soldat israélien - jeune Franco-israélien de 19 ans - d'un Palestinien blessé à terre, qui venait d'agresser au couteau un autre soldat. Avant de serrer tranquillement la main de Baruch Marzel, un des leaders des colons d'extrême droite de cette ville. Pour Amnesty International, pas de doute, abattre de sang-froid un blessé immobile, même auteur d'un attentat, est un « crime de guerre potentiel ». Mais pour 57 % des Israéliens, selon un sondage de la Chaîne 2, le soldat a bien fait. Des dizaines de milliers de personnes dénoncent le « lynchage médiatique » du soldat après la diffusion de la vidéo accablante de B'tselem, des centaines d'autres le soutiennent devant le tribunal où il est interrogé. Pourtant, refusant de se joindre à la curée contre B'tselem, le chef d'état-major, le général Gadi Eisenkot s'est emporté contre ceux qui oublient « *que le destin d'Israël repose sur sa force et sa droiture* ». Il a été soutenu par son ministre de tutelle, Moshe Yaalon, qui a dénoncé à la Knesset ceux qui veulent « une armée bestiale sans colonne vertébrale », visant sans les nommer la plupart de ses collègues du gouvernement. Dont Naftali Bennett, le ministre de l'Éducation, et leader du Foyer Juif, qui a approuvé à demi-mot le geste criminel du jeune soldat.

UNE PARTIE DE LA DROITE S'AGACE D'UNE LOI "INUTILE"

Cette réaction de hauts gradés, partagée par plusieurs anciens responsables du Shin Beth, le service secret intérieur, n'est pas sans écho. Elle rejoint celle du président de l'État lui-même, Reuven Rivlin. Issu d'une vieille famille de Jérusalem, fils d'un traducteur du Coran en hébreu, Rivlin se refuse à laisser le racisme pourrir la société israélienne. « *Il y a chez lui une absence totale de racisme* », confirme Michel Warschawski. Opposé à la création d'un État palestinien, il a cependant critiqué à plusieurs reprises ces derniers mois les violations des droits humains visant les Palestiniens. Il a accepté de participer en décembre dernier à un débat organisé à New York par le quotidien de gauche Haaretz avec Breaking the Silence, l'ennemi juré du gouvernement. Vingt ans après l'assassinat d'Itzhak Rabin, le président Rivlin est assailli d'insultes et de menaces de mort sur les réseaux sociaux. Il a dû à contrecœur accepter le renforcement de sa sécurité. Mais Jérusalem est un village et nul n'ignore que son entourage qualifie le projet de loi sur les ONG de « stupide ». Beaucoup d'officiels le pensent également. Sous le sceau de l'anonymat, un haut fonctionnaire me confie que la loi si elle est adoptée « *va aggraver les tensions et que c'est inutile* ». Un diplomate de haut rang espère pour sa part « *qu'elle va être abandonnée, moins à cause des pressions étrangères que des pressions internes* », notamment de la part du président.

« QUOI QU'IL ARRIVE ILS NE NOUS ARRÊTERONT PAS »

Mais en attendant que le gouvernement choisisse entre arrogance et prudence, le climat se dégrade. Gilad Grossman, 38 ans, porte-parole de Yesh Din, voudrait s'en amuser : « *ma vie est fatigante, certains jours je suis un agent britannique, d'autres un agent norvégien, d'autres un agent allemand* ». Son organisation de bénévoles assiste juridiquement les Palestiniens des Territoires sur des affaires de droits de propriétés, de violences par des colons, des soldats ou des policiers. « *Vous comprenez, c'est difficile pour un Palestinien d'aller porter plainte dans un commissariat installé dans une colonie* ». 90 % de son budget, environ 1,5 million d'euros par an, provient de fonds publics étrangers.

« L'argent ne va pas dans nos poches ! Vous savez, l'Allemagne offre à Israël des sous-marins, les États-Unis des missiles et des hôpitaux. Beaucoup d'argent ici vient de l'étranger, nous comptons pour très peu. La droite veut nous discréditer, alors qu'il ne s'agit pour nous que de faire le droit ».

Gilad Grossman

Organisation basée au nord du pays, à Haïfa, Adalah fournit pour sa part de l'aide légale aux Palestiniens d'Israël, c'est-à-dire 21 % environ de la population du pays. Elle entend leur permettre de faire respecter leurs droits socio-économiques, leurs droits civils et politiques, et leurs droits à la terre, notamment ceux des Bédouins du village d'Atir-Um Alhiran. « *L'assistance judiciaire que nous proposons est totalement gratuite* », explique l'un des avocats salariés de l'organisation, Nadeem Shehadeh. Les donateurs publics d'Adalah, l'Union européenne, et comme souvent la Suisse, le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, le programme des Nations unies pour le développement, représentent une grande part de son budget. L'offensive du gouvernement fait soupirer sa directrice générale, Suhad Bishara. « *Ce n'est hélas pas le premier projet de ce genre, mais c'est le plus sérieux, il entend criminaliser notre travail* ». Cette avocate de formation s'inquiète également de « *la militarisation du combat civil, c'est déplorable, c'est de plus en plus dur pour les avocats de travailler, de lutter légalement contre l'injustice* ».

Pour toutes ces ONG, la menace est donc réelle. Elle l'est sans doute plus encore pour Breaking the Silence. Pas seulement parce que son budget provient à plus de 50 % de fonds publics étrangers. Mais parce que son travail très précis de collecte de témoignages, de rédaction de rapports, de plaidoyers, sur les conditions dans lesquelles l'armée abuse de sa position dominante dans les Territoires occupés exaspère le gouvernement. Il a interdit à ses représentants de s'exprimer dans le cadre d'institutions publiques. « *Faudrait savoir, s'indigne [Yonathan Gher, le directeur d'Amnesty Israël](#). On leur interdit de parler dans les écoles et les casernes en Israël et ensuite on leur*

reproche d'aller parler à l'étranger ! ».

Car pour le gouvernement, les ONG en général et Breaking the Silence en particulier nourrissent les ennemis d'Israël. Pour la ministre de la Justice, Ayelet Shaked, « *Breaking the Silence est un petit groupe de vétérans pacifistes qui publie une paire de rapports par an, nul ne s'en soucie en Israël. Mais ils vont aux États-Unis, donnent des conférences sur les campus, présentent une image déformée. Ils sont le carburant du BDS [Boycott Désinvestissement Sanctions] à l'étranger* ». Plus encore que la petite galaxie des ONG, [le BDS obsède le gouvernement](#).

Dans de nombreux pays anglo-saxons et nordiques, les campagnes de boycott rencontrent un certain écho chez les consommateurs, dans les syndicats et les universités. Mais le BDS n'ayant pas d'existence réelle, il est davantage une idée relayée par diverses associations qu'un mouvement. Sans secrétaire général ni siège mondial ni budget, il reste donc insaisissable au sens propre du terme. Le gouvernement a déjà rendu illégal le boycott en Israël, sanctionne les artistes qui le soutiennent et refusent de se produire dans les Territoires, interdit l'entrée en Israël à toute personne qui le promeut.

Surtout, il a lancé une contre-offensive en soutenant des contre-feux à sa droite, Im Tirtzu (Si vous le voulez) ou Ad Kan (Ça suffit). Moins des organisations d'ailleurs que des mouvements viraux, hyperactifs sur Facebook, le média numéro un des Israéliens. Im Tirtzu s'est fait connaître en diffusant une vidéo montrant un Palestinien s'apprêtant à poignarder un Israélien. En voix off, ce commentaire : « la prochaine fois qu'un terroriste vous poignardera, il saura qu'il a quelqu'un pour le défendre », suivi de quatre portraits de personnalités d'ONG des droits humains, dont Ishaï Menuchin, président d'Amnesty International Israël et animateur du Comité contre la torture. Cela donne une idée de l'ambiance...

« J'AI PEUR DE LA HAINE QUE L'ON RENCONTRE »

Reste la peur, que Michel Warchawski décrivait dès 2014 dans un article : « *J'ai une longue histoire de militantisme avec des moments où nous étions totalement isolés, mais je n'avais pas peur pour mes enfants, qu'on saccage ma maison, qu'on fasse exploser ma bagnole. Aujourd'hui, j'ai peur de la haine que l'on rencontre* ». Cette peur, deux femmes ne la nient pas mais refusent de la subir. Ruchama Marton, 79 ans, continue de recevoir à son cabinet, partage un dîner dans un restaurant branché de Tel Aviv, invite à la détente dans son jardin du nord de la ville. « *En réalité c'est le gouvernement qui a peur. Il a peur de la solidarité, car elle va totalement à l'encontre de sa politique. La solidarité repose sur un sentiment d'égalité et c'est exactement ce qu'il ne veut pas. Le fait qu'il y ait des Israéliens et des Palestiniens dans Physicians for Human Rights lui est insupportable car on est exactement les mêmes* ». Quant à Yuli Novak, 33 ans, elle court partout, lance des formules, éclate de rire, fait de son combat un défi permanent, se joue des menaces, des insultes, des précautions qu'il faut parfois prendre.



Yuli Novak directrice de Breaking the silence

La directrice générale de Breaking the Silence a été cinq ans officier d'active dans l'armée de l'air avant de prendre la tête de l'ONG. « *Bien sûr que des gens ont peur, il y a de quoi, le scénario dans ce pays est parfois effrayant* ». Mais prenant comme Ruchama Marton le contrepied du pessimisme ambiant, elle estime qu'« *il est en train de se passer exactement le contraire de ce qu'ils imaginaient. De plus en plus de gens s'intéressent à nous, comprennent mieux notre but. On a depuis quelques mois des centaines de nouveaux donateurs, c'est des petits montants, mais c'est très encourageant !* ». La peur ne les hante donc pas. Ruchama Marton, d'une voix douce, insiste : « *Il faut continuer à penser, à agir* ». Yuli Novak au contraire hausse le ton, « *trouve juste tout cela frappant et dégueulasse* ». L'une et l'autre refusent cette sombre prédiction faite l'été dernier dans le quotidien Haaretz par l'écrivain David Grossman : « *la voie vers un avenir meilleur se referme derrière nous* ».

Jean STERN